



Déclaration Liminaire

Comité Social d'Administration Local – Formation Spécialisée du 4 février 2026

Madame la Présidente,

En cette première réunion d'instance de dialogue social de l'année, la CGT Finances Publiques de la Somme souhaite à toutes et tous une belle année 2026 et vous formule des vœux de santé, une richesse personnelle et collective dont nous avons tous besoin compte tenu de la dégradation constante de nos conditions de vie et de travail.

Au sortir de cette séquence budgétaire, la CGT Finances Publiques ne peut que déplorer la poursuite de la destruction de nos emplois, mettant encore en péril nos conditions de travail déjà largement altérées.

550 nouvelles suppressions d'emplois équivalents temps plein à la DGFIP pour 2026 sont programmées dans le cadre de la Loi de Finances de 2026. Cette annonce est insupportable pour les agent·es de la DGFIP pour lesquels il y a une urgence absolue : arrêter les suppressions d'emplois. Pourquoi ? :

Depuis sa création en 2008 jusqu'en 2026, la DGFIP aura subi 32 596 suppressions d'emplois temps pleins, correspondant à 29 % de ses emplois de titulaires. Si l'on regarde en termes d'effectifs physiques payés, entre 2008 et 2024, nos services ont déjà perdu autours de 38 000 effectifs payés de titulaires, soit presque un tiers de ses effectifs.

Associées au « fonctionnaire bashing », à l'industrialisation des tâches, à des restructurations permanentes (notre ordre du jour en témoigne avec la suppression du PCE soumise pour avis), à des évolutions déontologiques du «management » et à des changements de règles de gestion des personnels, ces nouvelles suppressions d'emplois résonnent comme le coup de massue supplémentaire et de trop pour nombre de collègues.

C'est avec gravité que notre secrétaire générale a alerté nos députés : 20 collègues se sont suicidé·es en 2025 et l'administration a eu connaissance de 20 tentatives. Sachant que les études sérieuses sur le sujet estiment généralement que pour 1 suicide au sein de la population française, 20 personnes commettent une tentative et sur 10 tentatives 4 personnes récidivent. Le taux de suicides au sein de la population française était de 13,4 pour cent mille pour l'année 2022, il est de plus de 20 en 2025 à la DGFIP.

Accepter ce budget 2026 de quelque façon que ce soit, et au-delà du besoin de moyens à la hauteur pour la bonne réalisation de nos missions de service public, c'est faire plonger encore un peu plus les agent·es de la DGFIP dans une souffrance au travail qui ne cesse de s'aggraver dangereusement. L'ordre du jour de cette instance en témoigne ! Comment peut-on nous présenter un tel plan de prévention des risques suicidaires alors que les moyens humains manquent cruellement ? Nous n'en pouvons plus d'être ainsi maltraité·es !

La CGT Finances Publiques continuera à défendre le service public, comme patrimoine de ceux qui n'en ont pas ! Dans notre défense du service public, nous soulignons l'importance de la proximité humaine: l'agent des finances publiques doit rester un interlocuteur physique pour les citoyens les plus fragiles.

La CGT Finances Publiques reste déterminée pour défendre le sens du travail et redonner du sens à nos métiers d'agents des Finances Publiques. Elle insiste sur la nécessité de reconnaître la technicité, largement sous-valorisée, des métiers des finances et revendique une véritable refonte des grilles indiciaires et du régime indemnitaire.

La CGT Finances Publiques reste convaincue que le manque de moyens aux Finances Publiques est un choix politique qui favorise l'évasion fiscale (estimée à près de 80-100 milliards d'euros par an). Aussi, la CGT Finances Publiques exige des créations de postes et poursuivra en 2026 sa lutte contre les réformes qui visent à "ménager" les plus gros contribuables au détriment des petits.

La CGT Finances Publiques continuera à s'ériger comme une protection contre la répression et la verticalité managériale visant à exposer les agents des Finances Publiques à des risques de mise en cause de leur responsabilité quelle qu'en soit la nature (disciplinaire, financière voire pénale).

Elle continuera à promouvoir des valeurs humanistes et de solidarité en rappelant inlassablement que nous formons en réalité une communauté de destin face à l'adversité et aux multiples coups de canifs qui sont portées à notre contrat social.